

4 NOVEMBER 2014

CPSD/572

Quatrième commission: l'Office de l'ONU pour les réfugiés palestiniens « en état de choc » fait de la reconstruction de Gaza une priorité et demande une somme de 1,68 milliard de dollars

Soixante-neuvième session,
20e séance – après-midi

- **ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

COUVERTURE DES RÉUNIONS

Nulle part au monde, l'assistance humanitaire n'aura autant comblé le déni de dignité et des droits de l'homme qu'à Gaza, a fait observer le nouveau Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) qui, ayant pris ses fonctions en avril 2014, s'est fixé pour priorité immédiate, la reconstruction de Gaza et pour ce faire, la collecte d'une somme de 1,68 milliard de dollars. M. Pierre Krähenbühl présentait, cet après-midi, à la Quatrième Commission chargée des questions politiques spéciales et de la décolonisation son rapport annuel d'activité.

Aux donateurs qui se demandent s'il est vraiment raisonnable de réinvestir dans Gaza sans garantie que les destructions ne reprendront pas, le Commissaire général de l'UNRWA a répondu que la communauté internationale a une obligation envers une population locale « en état de choc et sur le point de sombrer dans le désespoir ». Plus grand donateur de l'Office, l'Union européenne a, par la voix de son représentant, en effet averti que la communauté internationale ne peut plus accepter de réparer « les pots cassés et de payer la facture » après chaque nouvelle montée de violence à Gaza. Il a appelé Israël au respect du principe de proportionnalité et du droit international humanitaire.

À Gaza, les réfugiés et non-réfugiés commencent à peine à émerger d'une violence et d'une destruction sans précédent subies lors du conflit de 50 jours, des mois de juillet et d'août, a indiqué le Commissaire général de l'UNRWA. Au pic de la crise, l'Office a abrité et assisté près de 300 000 déplacés dans 90 de ses écoles dont trois ont essuyé des tirs causant 42 morts et

200 blessés. La priorité est donc à la reconstruction du territoire et l'UNRWA a besoin d'une somme de 1,68 milliard de dollars pour reconstruire 14 000 maisons de réfugiés, réparer plus de 70 000 de ses maisons et 111 de ses immeubles, réhabiliter ses camps et fournir des secours, de la nourriture et des abris à ceux qui en ont besoin.

Mais pour que cette reconstruction ait lieu, a prévenu le Commissaire général, il faut que le trafic reprenne aux points de passage et cela exige la mise en œuvre du Mécanisme temporaire de reconstruction facilité par les Nations Unies et signé entre les Gouvernements israélien et palestinien. Sans des progrès rapides dans l'acheminement des matériaux et équipements de reconstruction à Gaza et dans les exportations des biens à partir de Gaza, le territoire va poursuivre sa chute précipitée avec comme corollaires l'augmentation du chômage, le manque total de perspectives, en particulier parmi les jeunes, et l'aggravation de la dépendance à l'aide et de la pauvreté.

Nulle part au monde, a souligné le Commissaire général, l'assistance humanitaire n'aura autant comblé le déni de dignité et des droits de l'homme. Le représentant d'Israël s'est dit surpris par ces propos: « La crise syrienne est une calamité humanitaire sans précédent et le Commissaire général n'y consacre que très peu de temps. Nous comprenons maintenant le sens des accusations selon lesquelles l'UNRWA serait en train de se transformer en un organe de plaidoyer politique ».

Le Commissaire général a indiqué, s'agissant des 540 000 réfugiés palestiniens dont son Office s'occupe en Syrie, que seul 47% des 417 millions de dollars que l'UNRWA a demandés pour sa réaction à la crise régionale ont été versés. L'Office est financé à 97% par des contributions volontaires, dont 50% sont assumés par les États-Unis, l'Union européenne, le Royaume-Uni, la Suède et la Norvège. Le Commissaire général a encouragé les pays arabes à réaliser leur engagement d'assumer 7,8% du Fonds général de l'Office qui accuse à ce jour un déficit de 56 millions de dollars, soit un mois d'opérations.

La Conférence sur les annonces de contributions prévue le 3 décembre sera l'occasion de s'engager financièrement en faveur de l'UNRWA, a espéré le Commissaire général qui a aussi rappelé que le 9 décembre marquera le soixante-cinquième anniversaire de la création de son Office envisagé, à l'origine, comme un organe temporaire.

Les délégations de la Palestine; de l'Iran, au nom du Mouvement des pays non alignés; de l'Union européenne; de l'Arabie saoudite, au nom de l'Organisation de la coopération islamique; de la Jordanie; de l'Inde; de l'Islande; de la Malaisie; de la Thaïlande; et du Mexique sont intervenues pour saluer les efforts inlassables de l'UNRWA. L'observatrice palestinienne a mis l'accent sur le coût humain de la dernière « agression israélienne » qui a fait 2 180 morts dont 516 enfants et 283 femmes, et 11 800 blessés dont beaucoup resteront handicapés à vie. La

représentante de la Jordanie, un pays où aux 2 millions de réfugiés palestiniens sont venus s'ajouter 14 000 autres en provenance de la Syrie, a affirmé que son gouvernement dépense beaucoup plus que l'UNRWA au détriment du peuple jordanien. Elle a lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle partage le fardeau de la « crise humanitaire » en Jordanie.

La Commission, qui a été saisie du rapport du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'UNRWA, achèvera son débat demain, mercredi 5 novembre.

OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT ([A/69/13](#), [A/69/391](#), [A/69/345](#), [A/69/351](#), [A/69/349](#))

Déclarations liminaires

Heureux de présenter son premier rapport annuel à la Commission ([A/69/13](#)), M. PIERRE KRÄHENBÜHL, Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient (UNRWA), a d'abord rappelé que le 9 décembre marquera le soixante-cinquième anniversaire de l'adoption de la résolution 302 de l'Assemblée générale sur la création de l'UNRWA. Aujourd'hui, la communauté des réfugiés palestiniens s'élève à 5,1 millions, soit un petit peu moins du tiers de la population totale des réfugiés dans le monde et environ 40% des réfugiés à long terme soit ceux qui le sont depuis plus de cinq ans. À titre de comparaison, le nombre de réfugiés palestiniens est équivalent à la population de la Norvège ou de Singapour. Historiquement, a remarqué le nouveau Commissaire général, les résolutions des Nations Unies sur la Palestine ont toujours clairement suggéré la nature temporaire de la situation des réfugiés palestiniens. Quelque 65 ans plus tard, nous attendons toujours les « mesures constructives » qui devaient sonner la fin de l'assistance internationale à ces réfugiés. Nous attendons toujours le règlement « juste » du problème des réfugiés et nous attendons toujours les négociations sur « une paix juste et durable au Moyen-Orient ».

C'est dans ce contexte que le Commissaire général a donné le détail des conditions « exceptionnellement » lourdes et difficiles dans lesquelles vivent les réfugiés palestiniens aujourd'hui, en soulignant que malgré le pessimisme et le scepticisme, il faut garder espoir et lancer de toute urgence une action politique pour régler les questions fondamentales qui déterminent le sort et la destinée des réfugiés. Pour l'UNRWA, l'année s'est révélée pleine de défis.

À Gaza, les réfugiés et non-réfugiés commencent à peine à émerger d'une violence et des destructions sans précédent subies lors du conflit de 50 jours, des mois de juillet et d'août. Au pic de la crise, près d'un tiers de la population de Gaza a fui et l'UNRWA a abrité et assisté près de 300 000 déplacés dans 90 de ses écoles dont trois ont essuyé des tirs causant 42 morts et

200 blessés. L'UNRWA a condamné ces attaques d'Israël comme une violation du droit international, et a appelé à une enquête pour établir les responsabilités. Mais l'UNRWA a aussi découvert des caches d'armes dans trois de ses écoles et n'a pas hésité à condamner ces violations du droit international auprès de toutes les parties. L'équipe d'enquête indépendante du Secrétaire général se penchera sur tous les incidents importants qui ont affecté les opérations de l'ONU pendant la crise, surtout celles de l'UNRWA.

Désormais, a poursuivi le Commissaire général, l'accent est mis sur la reconstruction de Gaza. L'UNRWA cherche à collecter une somme de 1,68 milliard de dollars pour reconstruire 14 000 maisons de réfugiés, réparer plus de 70 000 de ses maisons et 111 de ses immeubles, réhabiliter ses camps et fournir des secours, de la nourriture et des abris à ceux qui en ont besoin. La reconstruction des maisons des réfugiés devraient coûter environ 700 millions de dollars. Il est important que la communauté internationale aide le Gouvernement palestinien de consensus national à avancer dans cette reconstruction.

Mais pour que cette reconstruction ait lieu, a prévenu le Commissaire général, il faut que le trafic reprenne aux points de passage lesquels doivent absolument être élargis, cela exige la mise en œuvre du mécanisme temporaire de reconstruction facilité par les Nations Unies et signé entre les Gouvernements israélien et palestinien. Sans des progrès rapides dans l'acheminement des matériaux et équipements de reconstruction à Gaza et l'exportation des biens de Gaza, le territoire va poursuivre sa chute précipitée avec comme corolaires l'augmentation du chômage, le manque total de perspectives, en particulier parmi les jeunes, et l'aggravation de la dépendance à l'aide et de la pauvreté. L'hiver approchant, on ne saurait trop insister sur la nécessité « impérative » pour le peuple de Gaza de voir des progrès dont la destruction d'un minimum de 7 000 engins explosifs. Le Service de la lutte antimines des Nations Unies (SLAM), qui a déjà fait un travail énorme, a encore besoin d'une somme de 2,5 millions de dollars pour 2014-2015.

Pour sa part, a promis le Commissaire général, l'UNRWA continuera à venir en aide aux plus de 30 000 déplacés qui occupent encore 18 de ses écoles. Au-delà de l'aide des gouvernements, le Commissaire général n'a pas manqué de remercier la Lauréate du prix Nobel de la paix 2014, la jeune Malala Yousufzai, qui a annoncé un don de 50 000 dollars, soit la totalité de son Prix mondial des enfants, pour reconstruire une école de l'UNRWA qui a été endommagée pendant les derniers combats à Gaza.

Nulle part au monde, l'assistance humanitaire n'aura autant comblé le déni de dignité et des droits de l'homme, a fait observer le Commissaire général qui a lu des extraits de lettres attestant de ce fait. Après des années de châtiments collectifs et un dernier conflit dévastateur, il est tout simplement « inconcevable » de revenir à la situation d'avant le blocus, a-t-il prévenu. Il faut un

changement de paradigme et seule la communauté internationale peut, par une action politique dévouée et déterminée, l'apporter.

La situation en Cisjordanie où vivent 750 000 réfugiés s'est aussi détériorée depuis l'année dernière, a-t-il indiqué. En 2014, 46 Palestiniens ont été tués dont 18 réfugiés. Sur les 450 structures appartenant à des Palestiniens et démolies par les autorités israéliennes depuis le début de l'année, 100 appartenaient à des réfugiés palestiniens. Le Commissaire général a dénoncé les déplacements forcés dont sont surtout victimes les Bédouins, sans compter les restrictions à la libre circulation et au commerce dues aux pressions résultant de la construction des colonies de peuplement. Il ne faut pas non plus oublier l'impact du conflit syrien sur les réfugiés palestiniens dont 540 000 sont réfugiés auprès de l'UNRWA en Syrie.

Compte tenu de la situation précaire des réfugiés palestiniens en Syrie et dans les pays voisins, le Commissaire général a tenu à souligner que seul 47% des 417 millions de dollars que l'UNRWA a demandés pour sa réaction à la crise régionale ont été versés. Au Liban, les 400 000 réfugiés enregistrés auprès de l'UNRWA vivent souvent dans des situations sociales et économiques difficiles, dans un pays où sont venus les rejoindre 44 000 Palestiniens de Syrie. Malgré le don généreux de l'Arabie saoudite pour reconstruire le camp de Nahr el-Barad, l'UNRWA a toujours besoin de 142 millions de dollars pour finir les travaux et réinstaller tous les 27 000 réfugiés. Il faut en outre une somme de 6 millions de dollars pour ceux qui attendent toujours de nouvelles maisons. La Jordanie avec ses 2 millions de réfugiés palestiniens a aussi dû accueillir 14 000 Palestiniens de Syrie qui sont assistés par l'UNRWA.

Aujourd'hui, l'UNRWA est plus efficace qu'il y a 10 ans, a affirmé le Commissaire général, en donnant des exemples concrets et en soulignant que l'Office est financé à 97% par des contributions volontaires, dont 50% sont assumés par les États-Unis, l'Union européenne, le Royaume-Uni, la Suède et la Norvège. D'autres pays comme l'Arabie saoudite, le Koweït ou les Émirats arabes unis ont augmenté leurs contributions. Le Commissaire général a encouragé les pays arabes à réaliser leur engagement d'assumer 7,8% du budget essentiel de l'Office.

À ce stade, l'UNRWA accuse un déficit de 56 millions de dollars, soit un mois d'opérations. Comme la population des réfugiés ne cesse de croître et avec elle, les besoins, le Commissaire général a encouragé d'autres partenaires à venir investir dans le capital humain et la sécurité des réfugiés. La Conférence sur les annonces de contributions prévue le 3 décembre sera l'occasion de s'engager financièrement en faveur de l'UNRWA, a-t-il conclu.

Pour la Rapporteuse du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'UNRWA, Mme MEENA SYED, la situation financière de l'Office est très préoccupante ([A/69/391](#)). Elle a tiré la sonnette d'alarme face au déficit chronique du Fonds général de l'Office ainsi que de l'appel de fonds d'urgence pour la reconstruction de Gaza et le plan régional sur la crise

syrienne. Le Fonds général accuse un déficit de 58 millions de dollars, a annoncé la Rapporteuse, en rappelant que 80% de ce Fonds était alloué aux salaires des employés de l'Office qui risquent de ne pas être payés en décembre. Sans fonds de roulement, l'UNRWA aurait besoin d'une injection de capital de 165 millions de dollars pour se doter d'un coussin de sécurité et couvrir les dépenses courantes. C'est la raison pour laquelle le Groupe de travail lance un appel aux donateurs pour qu'ils s'acquittent des engagements financiers qu'ils ont pris vis-à-vis de l'Office. Le Groupe de travail salue les efforts constants de l'Office pour élargir sa base de donateurs et pour établir des relations et des partenariats avec des donateurs non traditionnels comme des fondations, des philanthropes individuels ou le secteur privé.

Rappelant que l'Office avait lancé un appel de fonds d'urgence pour la reconstruction de Gaza de 300 millions de dollars en mars 2014, la Rapporteuse a indiqué, qu'en août, les promesses de dons ne représentaient que 37%, ce qui a eu pour conséquence des coupes significatives notamment dans les programmes de cantine scolaire. Le Groupe de travail exhorte Israël à lever les restrictions et le blocus de Gaza qui représentent des charges supplémentaires pour l'Office de l'ordre de 6,7 millions de dollars en 2013.

En Cisjordanie, le Groupe de travail est satisfait de voir que l'exemption de la taxe à la valeur ajoutée (TVA) de l'Autorité palestinienne s'est traduite par une baisse de 60% des paiements au titre de la TVA en Cisjordanie et à Gaza. C'est pour répondre à la demande supplémentaire en Syrie, au Liban et en Jordanie que l'Office a lancé le plan de crise régional en décembre 2013. Toutefois, à la date d'octobre 2014, ce plan n'était financé qu'à hauteur de 47%. Le Groupe de travail exhorte tous les Gouvernements à participer au Fonds général de l'Office, à répondre à ses appels de fonds d'urgence et/ou d'augmenter leur niveau actuel de contributions.

Dialogue interactif

Après ces deux interventions, l'observatrice de la Palestine a rappelé que 290 000 palestiniens ont trouvé refuge dans 84 écoles de l'UNRWA durant le dernier conflit à Gaza, en ajoutant que 40 000 d'entre eux y sont devenus des réfugiés à long terme nécessitant une assistance alimentaire et sanitaire permanente. Le représentant de l'Égypte a demandé au Commissaire général quelles seraient les demandes spécifiques qu'il souhaite transmettre aux États Membres?

Le Commissaire général de l'UNRWA a d'abord expliqué que les déplacements massifs de population à Gaza doivent être analysés sous différents angles. L'UNRWA a réussi à accueillir une grande partie de ces déplacés dans 84 de ses écoles et en installant 3 à 4 000 personnes par école. Mais, a-t-il fait observer, ces écoles ne sont pas équipées pour accueillir autant de monde, surtout pendant 50 jours. Aujourd'hui encore, 30 000 personnes sont toujours abritées

dans les écoles de l'Office qui apporte d'autres formes de soutien à ceux dont les maisons ont été détruites.

Aux donateurs qui se demandent s'il est vraiment raisonnable de réinvestir dans Gaza sans garantie que les destructions ne reprendront pas, le Commissaire général a répondu que la communauté internationale a une obligation envers une population locale en état de choc et sur le point de sombrer dans le désespoir.

Les demandes spécifiques? Un appui politique et financier à l'UNRWA, a résumé le Commissaire général, en particulier au Fonds général qui couvre les salaires du personnel dont les enseignants et les agents de santé. Il a reconnu que certains donateurs hésitent à financer ces 30 000 personnes mais, a-t-il rappelé, elles ont un impact direct sur la vie quotidienne des réfugiés palestiniens. « À quoi bon tous ces efforts? On reconstruit tout et quelques mois plus tard la Puissance occupante décide à nouveau de tout détruire », s'est impatienté le représentant de l'Iran. L'Accord tripartite est positif, mais ce n'est qu'un remède temporaire, a acquiescé son homologue de la Malaisie.

Le représentant d'Israël a rappelé les différentes réunions qui ont eu lieu à Jérusalem avec les hauts représentants de l'UNRWA, y compris pendant la crise de cet été. Il s'est donc dit surpris que pendant 25 minutes, le Commissaire général se soit appesanti sur la guerre à Gaza, en ne consacrant que cinq minutes à la crise syrienne dans laquelle les réfugiés palestiniens ont beaucoup perdu. Le représentant a par ailleurs remis en cause les sept incidents invoqués par le Commissaire général où des installations de l'UNRWA auraient été frappées. Les enquêtes sont toujours en cours en Israël et déjà le Commissaire général qualifie les faits de violation du droit international, s'est agacé le représentant.

Qui détient les 14 membres de l'UNRWA qui ont disparu en Syrie? a-t-il demandé, en appelant à un peu de proportionnalité. La crise syrienne est une « calamité » humanitaire sans précédent et le Commissaire général n'y consacre que très peu de temps. Nous comprenons maintenant, en a conclu le représentant, le sens des accusations selon lesquelles l'UNRWA serait en train de se transformer en un organe de plaidoyer politique.

Mais comment l'UNRWA fait face à la destruction de plusieurs de ses écoles et au fait que beaucoup d'entre elles abritent désormais des réfugiés, s'est alarmé le représentant du Pakistan.

Le Commissaire général de l'UNRWA a réaffirmé que l'Office fait de la reconstruction de Gaza une priorité. Tout ce que nous faisons dépend des acteurs qui nous entourent, a-t-il dit. Il a par exemple noté qu'à Gaza, le nombre de réfugiés bénéficiant de la distribution de nourriture est

passé de 80 000 à 800 000 entre 2000 et 2014, une situation due, entre autres, au blocus israélien. Il a insisté sur l'importance qu'il y a à faciliter l'acheminement des matériaux et équipements de construction, « le passage de quelques camions ne suffisant pas ». Quels que soient les points de vue idéologiques des uns et des autres, il faut se rappeler que plus de la moitié de la population de Gaza a moins de 25 ans, a-t-il dit.

« Il faut lever le blocus pour la reprise des importations et exportations et le retour des réfugiés », a insisté le Commissaire général, et tout en reconnaissant les progrès dans la coordination quotidienne entre l'UNRWA et Israël, il a rejeté les insinuations selon lesquelles l'UNRWA accorderait moins d'attention aux réfugiés palestiniens de Syrie. Le Commissaire général a dit vouloir continuer à collaborer avec Israël pour trouver des solutions pratiques, en restant vigilant et conscient des considérations plus larges du droit international.

Le blocus, a-t-il conclu, contribue à séparer encore plus les communautés. Le Commissaire général a cité un sondage qui montre que 42% des Israéliens n'ont jamais rencontré un Palestinien. La levée du blocus permettrait aux Israéliens et Palestiniens de renouer les contacts.

Débat général

Mme FEDA ABDELHADY-NASSER, observatrice de l'État de Palestine, a demandé un nouvel engagement de la communauté internationale en faveur d'une solution juste qui permettra de résoudre la question des 5 millions de réfugiés palestiniens. Elle a particulièrement salué le sacrifice du personnel national de l'UNRWA devant les risques quotidiens. Elle a dénoncé l'injustice qui perdure depuis 1948 lorsque des Palestiniens ont été déracinés de leurs terres et dispersés dans toute la région. Elle a rappelé le droit au retour de ces réfugiés et celui d'obtenir une juste réparation pour les pertes et souffrances endurées, conformément à la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale du 11 décembre 1948. Elle a aussi insisté sur le droit au retour des Palestiniens déplacés lors des hostilités de 1967, conformément aux résolutions pertinentes de l'ONU. Elle a estimé que cette volonté d'empêcher le retour des réfugiés palestiniens s'apparente indéniablement à « un projet d'épuration ethnique ».

L'observatrice a salué les contributions volontaires qui ont permis d'assurer la viabilité de l'UNRWA, avant d'appeler à un plein soutien eu égard au rôle stabilisateur des programmes sociaux de l'Office. Elle s'est particulièrement inquiétée de la situation des réfugiés de Gaza soumis au blocus israélien. Elle a fustigé les conséquences économiques déplorables de ce blocus, en citant un taux de chômage de 40% et les 800 000 dépendants de l'aide alimentaire. Elle n'a pas oublié les conséquences psychosociales des agressions militaires.

Illustrant l'impact de la dernière « agression israélienne », l'observatrice a cité la mort de 2 180 Palestiniens dont 516 enfants et 283 femmes, en attirant l'attention sur les 11 800 blessés dont beaucoup resteront handicapés à vie. « Nous devons aussi faire face aux besoins des 1 500 orphelins et des 373 000 enfants qui ont besoin d'un soutien psychosocial après avoir été témoins des combats », a-t-elle dit. Elle a rappelé que 290 000 Palestiniens ont trouvé refuge dans 84 écoles de l'UNRWA durant le dernier conflit à Gaza, en ajoutant que 40 000 d'entre eux y sont devenus des réfugiés à long terme nécessitant une assistance alimentaire et sanitaire permanente.

L'observatrice a particulièrement condamné les attaques israéliennes contre les écoles de l'UNRWA et les pertes en vies humaines qu'elles ont entraînées. Elle a estimé que les attaques contre Jabaliya, Khan Younis, Rafah et Beit Hanoun, entre autres, démontrent l'irrespect « total » du droit international humanitaire, en particulier au regard des obligations d'Israël s'agissant de la protection des civils et de la distinction qui doit être faite entre civils et combattants. Mais l'observatrice a aussi condamné le stockage d'armes dans les écoles de l'UNRWA et appelé tous les acteurs à respecter le caractère inviolable des installations de l'ONU.

L'observatrice a espéré la pleine mise en œuvre du mécanisme pour l'acheminement des matériaux de construction à Gaza, tout en soulignant que ce mécanisme ne sera pas suffisant pour répondre à tous les besoins de Gaza. Elle a appelé à la levée pure et simple du blocus israélien.

Dans le reste de la Palestine, elle a dénoncé le recours excessif à la force par la Puissance occupante qui a fait 17 morts et 483 blessés parmi les réfugiés palestiniens en 2013. Les restrictions et les politiques arbitraires d'Israël continuent de faire obstacle au travail de l'UNRWA. Elle a exhorté Israël à respecter la quatrième Convention de Genève. Elle s'est aussi inquiétée de la situation des 270 000 réfugiés palestiniens en Syrie, alors que 52 000 d'entre eux ont fui au Liban et 11 000 en Jordanie.

M. HOSSEIN MALEKI (République islamique d'Iran), qui s'exprimait au nom du Mouvement des pays non alignés, a rendu hommage au travail inestimable et à l'aide humanitaire que l'UNRWA apporte à plus de 5 millions de réfugiés palestiniens dans ses cinq zones d'opération, ainsi qu'à son personnel pour le courage dont il fait preuve au service des réfugiés palestiniens. Le Mouvement des pays non alignés est très préoccupé par les violations flagrantes à l'immunité du personnel de l'Office et de ses locaux et les condamne. Pour les membres du Mouvement des non-alignés, le mandat et le rôle de l'Office sont essentiels jusqu'à ce qu'une solution juste et durable au sort de ces réfugiés soit trouvée, y compris leur droit au retour et aux réparations.

S'agissant de la situation à Gaza, le représentant a dénoncé les destructions sans précédent et le nombre de victimes civiles après des attaques qui n'ont pas épargné l'UNRWA. Il a aussi

dénoncé les déplacements forcés, les démolitions de maisons, la construction du mur de séparation, les fermetures de points de passage et les entraves à la liberté de mouvement en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. L'effet handicapant du blocus de Gaza, qui dure depuis sept ans, est une source de graves préoccupations, a dit le représentant, en exigeant la levée de cette mesure.

En ce qui concerne la situation alarmante des réfugiés palestiniens en Syrie, dont des milliers ont pris la fuite vers des pays voisins, le Mouvement des pays non alignés, a dit le représentant, reconnaît l'urgence des besoins supplémentaires de l'Office pour pouvoir y faire face. Il encourage tous les donateurs à faire preuve de générosité pour permettre à l'Office de dépasser ses difficultés financières et combler son déficit budgétaire. Le Mouvement, a ajouté le représentant, appuie la demande faite au Secrétaire général, par le biais de la résolution 65/272 de l'Assemblée générale, visant à ce que l'Office soit en partie financé par le budget ordinaire de l'ONU. Le Mouvement salue en outre le succès de la Conférence du Caire pour la reconstruction de Gaza, qui a eu lieu le 12 octobre 2014.

Au nom de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) et du Groupe des États arabes, M. ABDALLAH Y. AL-MOUALLIMI (Arabie saoudite) a dit que le rapport présenté aujourd'hui reflétait une situation résultant de 60 ans de conflit et non de 50 jours. Il réagissait ainsi à la déclaration du représentant d'Israël qui a demandé pourquoi le Commissaire général avait consacré 25 minutes à la situation en Palestine pour 50 jours de conflit et seulement 5 minutes à la Syrie où en est à sa troisième année. Il a salué le travail de l'UNRWA et s'est inquiété de l'insuffisance de son financement. Il a appelé les donateurs à redoubler d'efforts pour faire en sorte que l'UNRWA puisse continuer à exercer son mandat et réduire les souffrances des réfugiés palestiniens jusqu'à leur retour sur leurs terres et leur dédommagement.

Au nom de son pays, le représentant a rappelé qu'en 2011 l'Arabie saoudite est devenue le troisième contributeur de l'UNRWA, avec un versement total de 86 millions en une année. L'Arabie saoudite a financé la reconstruction de 7 000 unités de logement à Gaza et vient d'accorder une aide de 80 millions de dollars au Ministère palestinien de la santé et au Croissant-Rouge palestinien. Le Fonds de développement saoudien œuvre à la concrétisation des engagements pris par l'Arabie saoudite lors de la Conférence des donateurs du Caire. Mais la paix ne viendra que de la mise en œuvre de la solution à deux États dans les frontières de juin 1967 et avec une Palestine ayant comme capitale permanente Jérusalem-Est.

M. THOMAS MAYR-HARTING, Chef de la délégation de l'Union européenne, a salué le travail de l'UNRWA, contraint par les bombardements de Gaza en juillet et août derniers d'intensifier son aide humanitaire. Tout en se félicitant du cessez-le-feu du 26 août, le représentant a déclaré que la communauté internationale ne peut plus accepter de réparer « les pots cassés » et de payer l'addition après chaque nouvelle montée de la violence.

Il a regretté que les pourparlers sur le cessez-le-feu initialement prévus le 27 octobre aient été ajournés pour cause de violence dans le Sinaï et a appelé les parties à revenir à la table des négociations afin de trouver une solution politique au conflit et de s'accorder sur les bases d'une paix durable.

Tout en reconnaissant le droit d'Israël à la légitime défense, le représentant a estimé que la réponse de ce dernier se doit d'être proportionnelle et conforme au droit international humanitaire. À ce titre, il a condamné le bombardement d'écoles placées sous l'égide de l'UNRWA, dénonçant les pertes parmi les populations civiles qui s'y étaient réfugiées après avoir été chassées de leurs foyers par l'armée israélienne. Le représentant a appelé les parties à respecter l'intégrité et l'inviolabilité des locaux des Nations Unies, ajoutant que les violations du droit international humanitaire dans ces locaux doivent faire l'objet de poursuites judiciaires.

M. Mayr-Harting a réaffirmé l'attachement de l'Union européenne à la solution à deux États, avant de s'inquiéter des conséquences de la crise syrienne sur le personnel de l'UNRWA, dont 14 membres ont trouvé la mort et 26 sont actuellement détenus ou disparus, ainsi que sur les réfugiés palestiniens qui souffrent notamment du manque d'assistance humanitaire. Il a appelé toutes les parties au conflit syrien à prendre les mesures nécessaires pour protéger les populations civiles.

Tout en saluant la générosité des pays voisins de la Syrie qui accueillent un grand nombre de réfugiés, le représentant s'est inquiété des rapports faisant état de refoulements. Il a rappelé l'aide apportée par l'Union européenne à l'UNRWA, à hauteur de 1,1 milliard de dollars, soit 43% des contributions financières de l'Office. Il s'est cependant inquiété d'une situation financière qui reste fragile et a appelé les autres donateurs à augmenter leurs contributions, tout en saluant les efforts de l'Office pour rationaliser ses dépenses.

Pour Mme SONIA ISHAQ AHMAD SUGHAYAR (Jordanie), il va de soi que l'escalade de la violence est la principale cause du nombre accru de réfugiés palestiniens au Moyen-Orient. Les risques que cela entraîne soulignent la portée de la crise. Pour la Jordanie, il faut collectivement apporter une aide aux réfugiés palestiniens de manière à ce que les pays hôtes ne soient pas les seuls à subvenir à leurs besoins. Par conséquent, elle a encouragé la communauté internationale à donner les moyens financiers à l'UNRWA qui joue un rôle important et qui est un partenaire stratégique de la Jordanie avec ses plus de 2 millions de réfugiés palestiniens. Le Gouvernement jordanien, a tenu à souligner la représentante, dépense beaucoup plus que l'UNRWA au détriment du peuple jordanien. La Jordanie lance donc un appel à la communauté internationale pour qu'elle partage le fardeau de la « crise humanitaire » en Jordanie, a dit la représentante, en soulignant que la question des réfugiés est au cœur de la solution juste et définitive du conflit israélo-palestinien.

M. RICARDO ALDAY GONZÁLEZ (Mexique) a salué le courage et l'héroïsme du personnel de l'UNRWA à Gaza, en regrettant la mort de 13 personnels lors des attaques d'écoles et de bâtiments de l'UNRWA par Israël. Il a appelé à des sanctions contre Israël pour ces attaques. Plus de 2 000 personnes sont mortes dont la grande majorité sont des civils innocents, y compris des femmes et des enfants. Il a dénoncé la destruction par les forces israéliennes d'écoles et d'hôpitaux ainsi que de 118 centres de l'UNRWA. Le Mexique a versé une contribution de 1,1 million de dollars après la dernière Conférence des donateurs tenue au Caire, a-t-il dit, en précisant que cette contribution vient s'ajouter à la contribution annuelle. Il a dit que le Mexique était convaincu de la nécessité urgente de trouver une solution au problème de fond en garantissant notamment la possibilité pour les deux parties, Israël et Palestine, de vivre en paix et en sécurité dans la région.

Après avoir lui aussi exprimé le soutien de sa délégation aux travaux de l'UNRWA au cours de la période à l'examen, M. KUMAR (Inde) a indiqué que son gouvernement avait contribué à hauteur de 4 millions de dollars dans le cadre du plan national pour le relèvement rapide et la reconstruction de Gaza, présenté au Caire par l'Autorité palestinienne le 12 octobre dernier. En outre, conjointement avec le Brésil et l'Afrique du Sud, l'Inde met actuellement en œuvre deux projets de développement en Palestine, sans compter celui qui vise à reconstruire le centre médical d'Atta Habib, à Gaza, et dans lequel elle investira un million de dollars. « Compte-tenu de la situation fragile et imprévisible et des crises en cours au Moyen-Orient, le rôle de l'UNRWA dans la fourniture d'une assistance aux réfugiés palestiniens revêt une importance encore plus importante », a observé le représentant, avant de se prononcer, à la suite de nombreuses délégations, en faveur d'une solution négociée au conflit israélo-palestinien.

M. HUSSEIN HANIFF (Malaisie) a rappelé que la Malaisie, comme de nombreux autres pays, avait condamné le bombardement choquant et insensé d'écoles de l'UNRWA à Gaza l'été dernier, mais que dans le même temps elle continuait à s'inquiéter des allégations selon lesquelles ces écoles auraient été utilisées pour stocker des armes. M. Haniff a ajouté que la Malaisie continuait aussi de s'inquiéter du sort des populations les plus vulnérables de Gaza, obligées de chercher refuge dans les écoles de l'UNRWA. Il a regretté la poursuite du blocus de Gaza qui étrangle les moyens d'existence des habitants de la zone de Gaza et empêche l'entrée de matériaux de construction.

La Malaisie suit de près les développements liés au Mécanisme de reconstruction de Gaza négocié par l'ONU et mis en place par le Gouvernement de l'État de Palestine et les autorités israéliennes, a-t-il dit. « Nous espérons que l'entrée des matériaux de construction va finir par faire avancer la réparation des abris, des projets de l'ONU et des autres projets à grande échelle, ainsi que la stabilisation d'urgence des abris endommagés », a dit M. Haniff.

Il a ajouté que la Malaisie restait aussi très inquiète de la situation humanitaire en Syrie, notamment pour les 460 000 réfugiés palestiniens aidés par l'UNRWA – beaucoup d'entre eux ont été déplacés deux fois et ont donc souffert deux fois, a-t-il dit. Enfin, il a appelé à solder le déficit du Fonds général de l'UNRWA. « La Malaisie, en tant que donateur non traditionnel, reste fermement engagée à fournir et faciliter l'aide au peuple palestinien à travers ses contributions régulières et ponctuelles à l'UNRWA », a dit M. Haniff. La Malaisie a notamment contribué à hauteur de 330 000 ringgit, près de 100 000 dollars, au dernier appel éclair pour Gaza. Le représentant a appelé les États Membres à augmenter leurs contributions pour continuer de soutenir le travail de l'UNRWA.

M. ASSAROF SASANAKUL (Thaïlande) a reconnu le rôle déterminant joué par l'UNRWA dans la fourniture d'une aide humanitaire, de soins de secours et de services sociaux à 5 millions de réfugiés palestiniens. Il a donc appelé les États Membres à continuer d'apporter à l'UNRWA le soutien dont elle a besoin, notamment des ressources financières prévisibles et adéquates. Pour sa part, a indiqué le représentant, la Thaïlande a porté sa contribution annuelle à 40 000 dollars et proposé des programmes de formation technique adaptés aux besoins spécifiques du peuple palestinien. Après avoir rappelé la gravité de la situation à Gaza après le conflit de cet été, le représentant a précisé que son gouvernement avait débloqué 100 000 dollars dans le cadre de l'appel d'urgence lancé par l'UNRWA, auxquels s'ajoutent 100 000 dollars versés à la Société du Croissant-Rouge de la Palestine. M. Sasanakul a conclu en affirmant le soutien de sa délégation à la solution à deux États.

Mme GRETA GUNNARSDOTTIR (Islande) a appelé toutes les parties au conflit en Syrie à pleinement appliquer les résolutions 2139 et 2165 du Conseil de sécurité et à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour protéger les civils et permettre l'acheminement sans entrave de l'aide humanitaire. Priver les civils de nourriture, de soins médicaux et autres biens de première nécessité est totalement « inacceptable » et constitue une grave violation du droit international humanitaire, a-t-elle poursuivi.

Elle a ensuite expliqué que la reconstruction de Gaza devait être la première priorité de l'UNRWA, avant d'appeler Israël à faciliter l'acheminement des matériaux de construction dans Gaza afin de revitaliser l'économie palestinienne. « Il n'y a pas d'autre moyen si l'on veut réduire la dépendance des réfugiés palestiniens à l'assistance humanitaire et, dans le même temps, diminuer les besoins de financement de l'UNRWA. »

Elle a vivement déploré que les opérations de l'UNRWA soient entravées par les restrictions à la liberté de mouvement, en particulier à Erez et au pont Allenby. « Ces restrictions sont incompatibles avec la Charte des Nations Unies », a-t-elle indiqué. En conclusion, elle a appelé le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale à prendre les mesures nécessaires pour mettre

en œuvre la solution à deux États au Moyen-Orient, y compris une solution durable à la condition des réfugiés palestiniens.

À l'intention des organes d'information • Document non officiel.